

| | |
|---|---|
| Demande déposée le 15/09/2023 - Affichée en mairie le 15/09/2023 | |
| Par : | Monsieur VAGINAY JEAN PAUL |
| Demeurant à : | 140 ROUTE DE COUBLANC 42750 MAIZILLY |
| Sur un terrain sis à : | 140 ROUTE DE COUBLANC 42750 MAIZILLY 131 A 1002 |
| Nature des Travaux : | Installation de 16 panneaux photovoltaïques sur la toiture |

N° DP 042 131 23 C0007

Le Maire de Maizilly

VU la déclaration préalable présentée le 15/09/2023 par Monsieur VAGINAY Jean Paul ;

VU l'objet de la déclaration :

- pour l'installation de 16 panneaux photovoltaïques sur la toiture ;
- sur un terrain situé 140 ROUTE DE COUBLANC ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

VU la carte communale approuvée le 17/03/2017 par délibération municipale et le 18/07/2017 par arrêté préfectoral et notamment la zone non constructible ;

VU l'avis du Maire en date du 18/09/2023 ;

ARRETE

Article unique : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition.

Maizilly, le 28 septembre 2023

**Le Maire,
Mme Colette LEBEAU**



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.